

Elfte Sitzung – Onzième séance**Mittwoch, 13. Dezember 1989, Vormittag**
Mercredi 13 décembre 1989, matin

08.15 h

Vorsitz – Présidence: M. Ruffly

89.024

EDI. Gruppe für Bildung und Forschung
DFI. Groupement de l'éducation
et de la rechercheBotschaft und Beschlussentwurf vom 27. Februar 1989 (BBl I, 1073)
Message et projet d'arrêté du 27 février 1989 (FF I, 1021)Beschluss des Ständerates vom 22. Juni 1989
Décision du Conseil des Etats du 22 juin 1989*Antrag der Kommission*

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

M. Longet, rapporteur: Les déficits et les insuffisances de la politique de la science et de la recherche dans notre pays sont connus: le manque de coordination entre les dix universités du pays, la complexité des structures, un système de milice à la limite de ses capacités – je dois dire qu'en tant que parlementaires nous savons ce que cela signifie – et de grandes difficultés à planifier à long terme et, surtout, à réaliser des priorités sur le terrain. En fait, nous avons, dans le domaine de la politique de la recherche, les structures et les moyens du dix-neuvième siècle pour les besoins et les problèmes du vingt et unième siècle. S'il y a un domaine où cela est particulièrement paradoxal, c'est bien dans celui de la science et de la recherche.

Devant cette situation, notre commission salue tout particulièrement la détermination du chef du Département de l'intérieur à poser ces problèmes et à leur chercher des solutions. M. Cotti – et je voudrais le relever ici au nom de la commission – ne s'est pas contenté de gérer ce qui existe mais, au nom de la primauté du politique qui nous est chère à tous, il demande à prendre ses responsabilités et nous sommes tout à fait prêts à le suivre sur ce terrain et à lui donner les moyens de cette politique.

C'est sur cette toile de fond que nous avons abordé le message qui vous est présenté aujourd'hui. Notre commission constate que des moyens de direction, de planification, de coordination plus efficaces ne sont pas seulement souhaitables mais bien indispensables. Le défaut majeur, et le seul, de la construction présentée par le Conseil fédéral dans le message qui nous préoccupe, était la concentration des compétences en main du Domaine des Ecoles polytechniques. La coordination se faisait, le pilotage se faisait, mais partant des Ecoles polytechniques, et sous leur direction. Nous, nous voulons que la coordination et le pilotage nécessaires impliquent également le domaine des Ecoles, que les Ecoles polytechniques soient aussi objet de la coordination. Or, le domaine des Ecoles ne saurait avoir ce privilège, être à la fois juge et partie. Les sciences technologiques sont absolument nécessaires, bien entendu, mais elles ne sauraient avoir le monopole et nous tenons à l'équilibre entre recherche fondamentale, technologie et sciences humaines. Je dirai même que cet équilibre et une approche humaniste sont particulièrement importants en

période de fort développement technologique comme celle que nous vivons actuellement.

Nous avons ainsi, à la majorité de 17 voix contre une, décidé de spécifier dans l'arrêté qui vous est soumis que nous conditionnons notre accord à la constitution du groupement, accord qui est nécessaire de par la loi, au fait que le directeur dudit groupement ne détienne pas en même temps de mandat de direction dans une université cantonale ou fédérale. Nous pensons ainsi, par cette modification, avoir répondu aux critiques qui avaient été exprimées par les instances concernées, notamment dans les cantons, et en même temps rendu l'instrument plus efficace. Nous aurons d'ailleurs l'occasion, l'année prochaine, en débattant de la loi sur les Ecoles polytechniques et du projet de loi sur l'aide aux universités, d'en tirer les adaptations nécessaires pour être bien sûrs que les priorités et les principes de la loi sur la recherche seront également réalisés dans les universités, cantonales comme fédérales.

L'amendement de la commission consistant donc à séparer très clairement le groupement du Domaine des Ecoles polytechniques, a fait naître un besoin nouveau en personnel, dans la mesure où il était prévu précédemment que la satisfaction de la demande en personnel soit fournie par le domaine des Ecoles; maintenant, il s'agirait d'engager, d'après M. Cotti, conseiller fédéral, 10 à 15 collaborateurs. C'est un chiffre modeste et nous devons prévoir – le plus vite sera le mieux – sa traduction en terme budgétaires pour que ce groupement puisse effectivement se mettre au travail.

Enfin, vous trouverez dans le dépliant un projet de motion: la commission souhaite que le Conseil fédéral prévoie les mesures nécessaires pour que le directeur de ce futur groupement puisse porter le titre de secrétaire d'Etat. Là je voudrais insister sur un certain nombre de points car je crois qu'il subsiste des malentendus sur cette question. Premièrement, ce titre serait décerné tout à fait indépendamment des réflexions qui sont en cours depuis un certain nombre d'années sur la création de nouveaux postes de secrétaires d'Etat. Il ne s'agit pas ici de créer de nouveaux postes, il s'agit de permettre à quelqu'un de porter un deuxième titre, en quelque sorte, là où cela est nécessaire. Je crois qu'il faut bien mesurer, à la fois l'importance croissante du secteur science et recherche et l'importance croissante des relations extérieures dans ce domaine.

M. Cotti préside un département mammoth qui, dans n'importe quel autre Etat européen, serait subdivisé en cinq ou six ministères et on ne peut pas lui demander de se déplacer en personne à l'étranger continuellement, il doit pouvoir se faire représenter, notamment par le directeur du groupement et pour que le directeur puisse traiter d'égal à égal, il faut qu'il puisse, dans ces circonstances, porter ce titre de secrétaire d'Etat.

N'ayons donc pas peur des mots et n'ayons pas de confusion à l'esprit. Il ne s'agit pas d'un nouveau poste mais d'un nouveau titre qui nous paraît indispensable afin que ce groupement puisse remplir sa fonction également dans les relations extérieures.

Telles sont les propositions de la commission. Nous vous demandons d'approuver l'arrêté tel qu'il est proposé et d'accepter la motion.

Par ailleurs, au terme de mon mandat de deux ans en tant que président de cette commission, j'adresse mes remerciements aux membres de cette commission pour l'atmosphère constructive qui a régné dans notre travail, à M. Cotti, conseiller fédéral, à l'administration pour son efficace collaboration et tout particulièrement à Mme Barben, des Services du Parlement, pour son accompagnement fidèle et efficace.

Mühlemann, Berichterstatter: Die Kommission für Wissenschaft und Forschung hat sich sehr eingehend mit diesem Bundesbeschluss beschäftigt, aufgrund dessen direkt unter dem zuständigen Bundesrat eine Gruppe für Wissenschaft und Forschung gebildet werden soll, mit der Aufgabe, den ETH-Bereich einerseits und die Funktion des bisherigen Bundesamtes für Bildung und Wissenschaft andererseits zu übernehmen. Dieser Bundesbeschluss liegt in Richtung der zielgerichteten Wissenschaftspolitik, die Bundesrat Cotti seit seinem



Amtsantritt eingeschlagen hat. Unsere Kommission weiss sich mit ihm einig, dass wir auf diesem wichtigen Gebiet durch eine Schwerpunktbildung divergierende Tendenzen zusammenfassen müssen. Es geht dabei in erster Linie um eine Koordinationsaufgabe innerhalb unseres Landes. Es gilt, die beiden ETH-Bereiche der ETH Zürich und der ETH Lausanne so zu koordinieren, dass Synergieeffekte möglich werden. Es gilt hier die vier dezentralen Forschungsanstalten anzugliedern, damit diese nicht einen isolierten Kurs ohne Einbindung steuern, wobei wir uns aber klar sind, dass all diese schulischen Institute einen gewissen Freiraum besitzen müssen.

Das bisherige, von Herrn Professor Hochstrasser betreute Bundesamt für Bildung und Wissenschaft hat eine wichtige Koordinationsfunktion, nämlich die Zusammenarbeit mit den Kantonen sicherzustellen. Wir wissen, dass die kantonalen Universitäten eifersüchtig auf ihre Autonomie achten. Ebenso gut wissen wir aber, dass die Zukunft hier eine Kooperation und eine Koordination erfordert, die stärker sein muss als beim bisherigen Tätigkeitsfeld.

Ich bin überzeugt, dass Herr Bundesrat Cotti rechtzeitig die Zeichen der Zeit erkannt hat, als er diese Straffung im Führungsbereich unserer Forschungspolitik vorgeschlagen hat. Meines Erachtens ist die Kommission in seltener Einmütigkeit hinter dieser Politik gestanden. Wir waren uns lediglich im Detail der personellen Besetzung dieser Gruppe nicht einig. Wir halten es für falsch, dass der vorgesehene Leiter dieser Gruppe in Personalunion Präsident des ETH-Bereichs bleibt. Er ist damit in einer besonderen Weise Vorgesetzter von sich selbst, und das ist eine Doppelfunktion, die nach den Gesetzen des Managements nicht gut funktionieren kann.

Wir verstehen das Bedürfnis von Herrn Bundesrat Cotti, einen ausgezeichneten Mann in diesem Bereich nicht zu verlieren. Wir glauben aber, dass Herr Professor Ursprung bereit ist, das Amt, das die Kommission jetzt als ein geteiltes Amt vorsieht, anzutreten, nämlich Chef dieser Gruppe und damit der wichtigste direktunterstellte Mitarbeiter von Herrn Bundesrat Cotti zu sein.

Ich bitte Sie um Verständnis, dass wir bei dieser Gelegenheit eine Motion einreichen, die dieser Funktion auch einen neuen Titel geben will, nämlich den Titel des Staatssekretärs.

Ich darf Ihnen zu bedenken geben, dass mit dem Jahr 1985 nicht nur Herr Delors einen Aufbruch zu neuen europäischen Ufern gepredigt hat, sondern dass im selben Jahr der französische Staatspräsident Mitterrand 19 europäische Staaten aufgerufen hat, unter dem Stichwort Eureka grenzüberschreitende Forschungsprojekte zu lancieren.

Sie wissen mittlerweile, dass unzählige solcher Projekte entstanden sind und dass diese Projekte die Beteiligung der Schweiz erfordern. Wir sind glücklich darüber, dass wir den Zugang gefunden haben, in letzter Zeit sogar zu Projekten, die von der EG abgeschirmt worden sind, wie etwa das Projekt Erasmus (Austausch von Forschern). Das bedingt nun einen viel stärkeren Einsatz des betreffenden Gruppenleiters im Ausland. Wir sind direkt verknüpft mit solchen Forschungsprojekten. Ich erwähne nur das Projekt Race (Telekommunikation), das heute unser Land streift, indem etwa die Universitätsspitäler von Basel und Genf in einem europäischen Forschungsprojekt miteinander verbunden werden. Hier kann die Schweiz nicht abseits stehen.

Wenn nun der schweizerische Vertreter auf zahlreichen Konferenzen im Ausland antreten muss, trägt er den Titel eines Direktors. Es ist etwas beschämend, dass er dafür jeweils eine Visitenkarte mit dem Titel Generaldirektor bekommt, um ihn in seiner Funktion etwas anzuhellen. Es wäre richtig, dass er für diesen Fall – genau wie Herr Blankart und Herr Jacobi – den Titel des Staatssekretärs tragen könnte. Wir wissen sehr wohl, dass das Vorschlagsrecht für diesen Titel beim Bundesrat liegt; der Bundesrat hat sich auch darüber ausgesprochen.

Wir möchten aber als Kommission den Bundesrat ermuntern, sich zu überlegen, ob nicht auch neue Führungsstrukturen am Platz sind, um die Probleme der Zukunft besser zu meistern. Wir können uns nicht vollständig abkapseln, wir müssen auch auf der internationalen Ebene kompetent vertreten sein.

Dieser Vorstoss richtet sich im Augenblick auf den Leiter dieser Gruppe für Wissenschaft und Forschung. Der Bundesrat

wird sich aber wahrscheinlich im klaren sein, dass auch in anderen Bereichen – etwa im Verkehrswesen – verstärkt internationales Engagement gefordert ist und deshalb auch dort durchaus Vertreter der Schweiz unter dem Titel eines Staatssekretärs auftreten könnten.

Wir bitten Sie, dieser Gruppenbildung zuzustimmen. Sie erlaubt dem Bundesrat eine klarere, dezidierte Führung in der Forschungspolitik. Wir bitten Sie – klar und eindeutig –, diese Personalunion zu trennen und die Funktion der Führung der Gruppe in direkter Unterstellung unter den Bundesrat von der Führung des ETH-Bereichs auseinanderzuhalten. Und wir bitten Sie, Verständnis zu haben für die Motion der Kommission, wonach der zukünftige Leiter der Gruppe als Staatssekretär zu bezeichnen ist.

Wenn Sie grösste Hemmungen haben, diese Motion zu überweisen, könnten Sie allenfalls auch den Ausweg der Postulatsform wählen, um den Bundesrat hier zu ermutigen.

Le président: Nous reprenons maintenant nos débats concernant le Groupement de l'éducation et de la recherche. Je vous rappelle que le débat est limité aux porte-parole des groupes.

Zwygart: Die LdU/EVP-Fraktion ist für Eintreten auf dieses Geschäft. Sie stimmt der Vorlage zu, wie sie von der Kommission erarbeitet wurde.

Das lange Seilziehen zwischen Bundesrat und Kommission für Wissenschaft und Forschung hat verschiedene bemerkenswerte Tatsachen ans Licht gebracht. Wir haben das auch durch die Ausführungen der Kommissionssprecher gehört. Grundsätzlich ist zu bedauern, dass wir jetzt über die Gruppenbildung zu entscheiden haben, denn die Ausgestaltung des ETH-Gesetzes wird auf die Strukturen der Gruppe für Wissenschaft und Forschung einen grossen Einfluss haben.

Die eben angelaufenen Kommissionsberatungen zum ETH-Gesetz zeigen aber schon jetzt, dass es keine einfache Sache ist, eine klar gegliederte, möglichst effiziente Leitung der eidgenössischen Universitäten zu finden. Gerade die Anzahl und Form der Entscheidungsgremien wird noch viel Kopfzerbrechen bereiten. Da dadurch absehbar ist, dass es noch eine Weile dauern wird, bis die Vorlage beraten und rechtskräftig wird, versteht man, dass jetzt über die Vorlage zur Gruppenbildung entschieden werden soll. Abgesehen davon scheitern schon frühere ETH-Gesetze in Volksabstimmungen. Es bleibt also der Unsicherheitsfaktor ETH-Gesetz.

Ein feststehender Punkt aber sind die kantonalen Universitäten. Diese Institutionen brauchen eine möglichst grosse Freiheit. Mit der ursprünglich vom Bundesrat vorgeschlagenen Form der Gruppenbildung – u. a. die angestrebte Personalunion, Direktor der Gruppe und ETH-Präsident – wäre aber gerade diese Freiheit nicht von vornherein gewährleistet gewesen, vor allem weil offensichtlich noch der eigentlich notwendige Personalbedarf über Angestellte aus dem ETH-Bereich abgedeckt werden sollte.

Wir sind der Meinung, dass trotz der angespannten Personalsituation der ausgewiesene, notwendige Personalbedarf der Gruppe Wissenschaft und Forschung auch gewährt werden muss, denn die notwendige Koordination zwischen den verschiedenen Universitäten braucht Personen. Besonders jedoch braucht es einen wohl dotierten Stab, um die je länger, je wichtigere internationale Zusammenarbeit in Wissenschaft und Forschung zu fördern und an die Forschungsstätten der Schweiz weiterzuleiten. Auf diesem Hintergrund unterstützen wir auch die Kommissionsmotion.

Der beantragte Titel des Staatssekretärs für den Direktor der Gruppe Wissenschaft und Forschung ist berechtigt. In unserer hochtechnisierten Zivilisation hat die Bildung eine besondere Bedeutung. Das zeigt sich gerade im Hinblick auf das Näherücken in Europa, hoffentlich auch auf das weitere Sich-Oeffnen der osteuropäischen Staaten. Das wird neue Impulse geben, auch für die höheren Ausbildungsstätten und die Forschung. Dazu brauchen wir bei den Verhandlungen eben nicht nur kompetente Leute, sondern auch Titel. Die nach aussen wirksame Aufwertung des Chefs der Gruppe Wissenschaft und Forschung dürfte auch einige Wirkung nach innen zeigen.

Der ETH-Bereich, insbesondere auch die Annexanstalten, braucht je länger, je mehr einen verlängerten Arm auf Regierungsebene.

Viele Projekte lassen sich nur mit internationaler Zusammenarbeit ausführen. Da sind gewisse Verwaltungsstrukturen oft sehr hilfreich, nein notwendig. Ebenso könnte die notwendige Hilfe zur Koordination der internationalen Zusammenarbeit auch die kantonalen Universitäten befruchten, und es sollen Impulse vom Direktor der Gruppe für Wissenschaft und Forschung ausgehen.

Zusammenfassend halten wir fest, dass wir den Bundesrat in seiner Bestrebung zum effizienten Einsatz dieser Person unterstützen. Damit aber die vielfältigen Aufgaben gerade in der neuen Gruppenbildung gelöst werden können, braucht es die vorgeschlagenen Strukturen in der Gruppe Wissenschaft und Forschung. Es ist zu hoffen, dass die Gruppenbildung mit einem Chef, der den entsprechenden Titel tragen kann, das richtige Instrument ist.

Frau Uchtenhagen: Die sozialdemokratische Fraktion empfiehlt Ihnen, der Vorlage und der Motion zuzustimmen.

Der Präsident und Herr Mühleman haben, glaube ich, sehr eingehend die Unzulänglichkeiten der Forschungs- und Wissenschaftspolitik geschildert. Es ist sehr klar, dass wir hier wichtige Aufgaben der Koordination, aber auch der Prioritätensetzung vor uns haben. Ein kleines Land, auch wenn es reich ist, kann nicht alles tun. Das führt dazu, dass wir auch im Wissenschaftsbereich Prioritäten setzen müssen. Andererseits steht Herr Bundesrat Cotti einem Mammutdepartement vor, das sehr wahrscheinlich ohne eine gewisse Reorganisation überhaupt nicht mehr effizient geführt werden kann. Wir sind deswegen mit der Gruppenbildung einverstanden. Etwas Ähnliches ist ja bereits im Bereich Umweltschutz und Kultur geschehen.

Nicht einverstanden waren wir mit der Personalunion, denn die ist ein ziemlich unmögliches Gebilde; da wird der Schulratspräsident und Gruppendirektor gleichzeitig Vorgesetzter und Untergebener, Stratege und Operateur, und eigentlich war doch vorgesehen, die operativen und strategischen Funktionen im ETH-Bereich zu trennen.

Wir bitten Sie, die Motion zu überweisen, denn es ist wichtig, dass die Leute, die wir an ausländische Verhandlungen delegieren, eine gewisse Position haben. Das Ausland – die meisten Länder haben ja 20 oder 30 Minister oder noch mehr – schickt dort die Minister, wir schicken Beamte oder Direktoren; da stossen wir auf sehr wenig Verständnis. Ich glaube, es ist einfach unabdingbar, dass unsere Verhandlungsdelegierten eine gewisse Position haben, und der Staatssekretärtitel erscheint uns da angebracht.

Abschliessend möchte ich Herrn Bundesrat Cotti aber noch sehr danken. Ich glaube, er ist der erste Bundesrat, den ich im Departement des Innern erlebe – und ich habe bereits einige erlebt –, der Wissenschafts- und Forschungspolitik ernst nimmt. Das ist gerade für unser Land und für unsere Wirtschaft eine ganz wichtige Sache, und er ist nun im Begriff, hier endlich das Nötige zu tun. Ich danke ihm dafür. Ich hoffe allerdings, dass er bei der Prioritätensetzung auch jene Prioritäten sieht, die für die Zukunft unseres Landes auch im Wissenschaftsbereich und für die Wirtschaft wichtiger werden, nämlich eine bessere ökologische Absicherung. Mit Technokratie lassen sich die Probleme nicht mehr lösen.

M. Guinand: Le Conseil fédéral vous propose de constituer un Groupement de l'éducation et de la recherche au Département fédéral de l'intérieur. Tel que présenté par le Conseil fédéral, le projet n'avait pas l'adhésion du groupe libéral, non pas en raison d'une absence de nécessité de créer un tel groupement, mais en raison de son intitulé et des intentions du département relatives à la fonction de son directeur.

En ce qui concerne l'intitulé du groupement, nous saluons la décision du Conseil des Etats qui a substitué le terme de «science» à celui d'«éducation». En éliminant la référence à l'éducation, on évite de créer une confusion de compétences entre la Confédération et les cantons. Ces derniers sont en effet seuls compétents en matière d'éducation, la Confédération

n'intervenant que comme partenaire, essentiellement à l'échelon de la formation professionnelle et dans le cadre du subventionnement des activités universitaires de formation. La Confédération a en revanche un rôle important à jouer dans le domaine de la science et de la recherche en Suisse. Le texte adopté par le Conseil des Etats est dès lors parfaitement approprié.

S'agissant du statut du directeur de ce groupement, je rappellerai que nous étions opposés à l'idée qu'il puisse à la fois exercer la fonction de directeur du groupement et de président du Conseil des Ecoles polytechniques fédérales. Nous estimons en effet que l'union personnelle qui était prévue aurait conduit à un mélange de fonctions et mis la personne concernée dans une situation peu confortable. Cette union personnelle aurait de surcroît créé un déséquilibre entre les Ecoles polytechniques et les universités cantonales et surtout considérablement affaibli la situation du directeur de l'Office fédéral de l'éducation et de la science. Nous souhaitons donc que le directeur de l'OFES et le président du Conseil des EPF soient mis sur pied d'égalité.

Si nous pouvons donc aujourd'hui adhérer au projet, c'est parce que le Conseil fédéral a renoncé à cette union personnelle. Le nouveau texte de l'article premier en donne la garantie. Nous entrerons donc en matière et voterons l'arrêté tel qu'amendé par le Conseil des Etats et par la commission de notre Conseil. Nous donnerons ainsi au Département fédéral de l'intérieur les moyens d'assurer une plus grande efficacité dans l'organisation du secteur de ce département consacré à la science et à la recherche et qui, si la nouvelle loi sur les EPF est acceptée, aura aussi la responsabilité primaire des Ecoles polytechniques fédérales.

Seiler Rolf: Die CVP stimmt der Vorlage in der Version der Kommission und auch der Motion in bezug auf den Posten des Staatssekretärs zu. Hauptgrund für die Gruppenbildung war seinerzeit die Entlastung des Departementschefs im Hinblick auf vermehrte Konzentration auf übergeordnete Regierungsaufgaben. Es ist unbestritten, dass das Departement des Innern ein Mammutdepartement ist und dass es dringend notwendig ist, den Departementschef zu entlasten. Notwendig ist aber auch eine Bündelung der Kräfte auf dem Gebiete der Wissenschaft und der Forschung. Ebenso dringend notwendig ist, dass endlich die Forschungspolitik für dieses Land Schweiz formuliert wird.

Die Zustimmung zu dieser Vorlage fällt uns leichter, weil man im nachhinein auf die Personalunion zwischen diesen Gruppenchefs einerseits und den Präsidenten des ETH-Bereichs andererseits verzichtet hat. Der Umfang des Kontrollbereiches auch eines Gruppenchefs soll einerseits nicht zu gross angelegt werden, weil sonst neue Koordinationsprobleme entstehen. Andererseits wollen wir auch auf dem Gebiet von Wissenschaft und Forschung keine Machtballungen.

Was die Motion betrifft, kann ich mich kurz fassen. Herr Mühleman als Sprecher der Kommission hat alles gesagt, was zu sagen ist. Ich kann mich nur anschliessen. Die CVP-Fraktion teilt diese Meinung. Sie bittet Sie, diesen Vorstoss als Motion zu überweisen. Wir sollten uns mit der Verleihung des Staatssekretärtitels nicht ebenso schwer tun wie mit der Entwicklung bei der europäischen Integration.

Fierz: Die grüne Fraktion kann sich dem Gesagten vollumfänglich anschliessen. Ich verzichte auf Wiederholungen.

Ich möchte hingegen noch etwas zum Verhältnis zwischen Wissenschaft und Politik anfügen und es dem hoffentlich späteren Leiter der Gruppe auf den Weg mitgeben. Politik kann die Wissenschaft nicht führen. Sie kann sie vielleicht nicht einmal koordinieren. Der wissenschaftliche Einfall, der zum Nobelpreis führt, ist nicht planbar. Er geschieht irgendwann und kann nicht herbefohlen werden. Hingegen kann Politik Wissenschaft ermöglichen, indem sie Rahmenbedingungen setzt, die geeignet sind, dass Einfälle geschehen können.

Der Präzedenzfall für diese Rahmenbedingungen, der mich am meisten beeindruckt, ist das wilhelminische Deutschland. Am Anfang dieses Jahrhunderts war in Deutschland eine beispiellose Blüte der Wissenschaft mit grossen Namen, unzähl-

gen Nobelpreisen, die grosse Physik damals. Diese Blüte wurde durch einen politischen Funktionär ermöglicht. Er hiess Althoff und war für die Hochschulen des damaligen Deutschland verantwortlich. Er hat dafür gesorgt, dass begabte Leute unverzüglich und ohne lange kämpfen zu müssen einen Posten bekamen, wo sie arbeiten konnten.

Als Robert Koch den Tuberkelbazillus beschrieben hatte, bekam er innerhalb von sechs Wochen eine Professur. Stellen Sie sich vor, wir könnten das nachahmen! Viele berühmte Namen – Ernst Mach (Schallgeschwindigkeit), Koch (Tuberkulose) und Dutzende anderer – wurden so rasch gefördert und in die Lage versetzt, produktiv zu wirken.

Ich würde mir wünschen, dass wir mit diesen besseren Führungsstrukturen, wie sie Bundesrat Cotti schaffen will, wieder eine solche Beweglichkeit in der Wissenschaftspolitik erhalten könnten.

M. Berger: Dans un premier temps, en commission, les représentants du groupe de l'UDC se sont opposés au projet d'un groupement de l'éducation et de la recherche. Je n'entre pas dans le détail, mais nous sommes finalement rangés à l'avis de la majorité de la commission, pour autant que ce groupement se limite à une mission de coordination.

La discussion nourrie qui s'est engagée au sein de notre groupe vous invite cependant à rejeter ce projet de groupement de l'éducation et de la recherche pour trois raisons. La création d'un groupement de l'éducation et de la recherche peut présenter un intérêt certain, il est vrai, du point de vue de la coordination entre nos deux hautes écoles, les instituts annexes, ainsi que nos universités. Cependant, la justification de la création de ce groupement entamera, qu'on le veuille ou non, l'indépendance en matière d'enseignement et de recherche de chaque établissement. A ce jour encore, ce principe d'indépendance dans l'enseignement demeure indispensable pour la bonne marche de nos institutions et surtout pour la sauvegarde et l'efficacité de la mission fondamentale de nos hautes écoles. Il doit en être de même à l'avenir.

Nous ne sommes pas insensibles au fait que ce travail de coordination entre établissements pose des questions matérielles. Elles peuvent cependant se résoudre sans pour autant institutionnaliser ce groupement par un arrêté.

Une deuxième raison nous engage à maintenir le *statu quo* tout en améliorant la situation. Il est dangereux de promouvoir une centralisation à long terme de l'enseignement supérieur. Notre fédéralisme, nos particularités culturelles pourraient en souffrir. La troisième raison est d'ordre matériel. Inévitablement, ce nouveau groupement nécessitera un nombre important de collaborateurs supplémentaires et je n'ai pas besoin d'apporter beaucoup de justificatifs au lendemain d'un débat sur les budgets!

Dans cette optique et surtout dans une perspective inévitable de centralisation, il est donc difficile, pour la majorité de notre groupe, d'entrer en matière. Nous pensons que ce nouveau groupement entamera sérieusement le respect et le développement harmonieux de nos différentes cultures qui constituent le fondement même de notre nation.

Pour toutes ces raisons, nous vous proposons donc de ne pas entrer en matière sur ce groupement et, avec la même rigueur de rejeter la motion proposée.

Cependant, une minorité de notre groupe, dont le porte-parole, considère qu'un groupement de l'éducation et de la recherche, avec les assurances qui nous ont été données en commission, est nécessaire pour assurer les tâches importantes qui se posent à l'échelon de la coordination entre les établissements. Nous considérons cependant que cette mission devrait se limiter au seul travail de coordination entre nos différents établissements.

Büttiker: Die FDP-Fraktion ist für Eintreten und befürwortet die Gruppenbildung im Sinne der vorberatenden Nationalratskommission. Wo die Zahl der Aemter eines Departements für eine unmittelbare Führung durch den Departementsvorsteher zu gross wird, wie dies im EDI zweifellos der Fall ist, muss eine neue Stufe zwischen Departementsvorsteher und Amt eingeschoben werden: die Gruppe.

Eine Gruppenbildung hat allgemein den Vorteil, dass erstens nicht das gesamte Departement in einer einzigen neuen Zwischenstufe zwischen Departementschef und Aemtern zusammengezogen wird, dass zweitens das Departement nicht gänzlich in Gruppen unterteilt werden muss, indem neben den in Gruppen zusammengezogenen Aemtern auch noch solche Aemter bestehen bleiben können, die dem Departementsvorsteher direkt unterstellt sind, und dass drittens die organisatorische Flexibilität gewahrt und für jedes Departement eine ihm angepasste Lösung auf den obersten Stufen geschaffen werden kann.

Die zentrale Idee, welche hinter der Bildung von Gruppen steht, ist die Entlastung des Departementschefs im Interesse einer vermehrten Konzentration auf die übergeordneten Regierungsaufgaben. Dabei geht es nicht um eine verstärkte Zentralisierung, sondern um die Verlagerung von Befugnissen, die dem Departementsvorsteher zustehen, an die Gruppen und Aemter. Mit anderen Worten: Die Aemter müssen Aemter bleiben, ob sie nun in Gruppen zusammengefasst oder dem Departementsvorsteher direkt unterstellt sind.

Im vorliegenden Fall soll die neu zu bildende Gruppe Wissenschaft und Forschung beide Bundeshochschulen, die vier Forschungsanstalten des Schulratsbereiches sowie das Bundesamt für Bildung und Wissenschaft umfassen.

Wenn man die neue Gruppenbildung im EDI an den Grundsätzen misst, wonach nur Gruppen gebildet werden sollen, wo erstens eine gemeinsame übergeordnete Aufgabe für mehrere Aemter besteht, zweitens ein organisatorischer, technischer, rechtlicher oder sachlicher Zusammenhang zwischen den Aemtern vorhanden ist, und sich drittens grosse Koordinationsbedürfnisse zeigen, muss der neuen Gruppenbildung zugestimmt werden. Auch die erforderliche Homogenität scheint im neuen Gebilde vorhanden zu sein.

Die Bildung der Gruppe Wissenschaft und Forschung erlaubt die Aktivitäten des EDI im Bereich von Wissenschaft und Forschung in einer einzigen Führungslinie so zu vereinigen, dass die Führung einheitlich und damit kohärent und effizient wird. Zudem wird das Prinzip der Trennung von strategischer und operativer Führungsebene auf die wissenschafts- und forschungspolitischen Aktivitäten des Departements ausgedehnt. Auch wird dadurch ein einheitlicher und koordinierter Vollzug des Hochschulförderungsgesetzes, des Forschungsgesetzes und des neuen ETH-Gesetzes erst möglich gemacht. Gleichzeitig wird die Führungsspannweite für den Departementsvorsteher, Bundesrat Cotti, erheblich reduziert, was im EDI mit seiner zu grossen Führungsbreite sicherlich richtig ist.

Auf wenig Gegenliebe ist dagegen auch in der FDP-Fraktion – wie bereits in der Kommission – die vom Bundesrat anfangs forcierte Personalunion zwischen Gruppendirektor und ETH-Ratspräsident gestossen. Damit würde das angestrebte Prinzip der Trennung auf strategischer und operativer Führungsebene, das gemäss Botschaft des Bundesrates wegleitend sein soll, wieder ins Gegenteil gekehrt.

Gruppendirektor und ETH-Ratspräsident dürfen nicht gleichzeitig Vorgesetzter und Untergebener, Strategie und Operateur sein. Eine Personalunion birgt auch die Gefahr in sich, das Gleichgewicht unter den Hochschulen unseres Landes zu stören. Dem Gruppendirektor, der gleichzeitig ETH-Ratspräsident wäre, würde die strategische Führung der Hochschulpolitik des Bundes obliegen, die bekanntlich auch die Förderung der kantonalen Hochschulen einschliesst. Interessenkonflikte wären vorprogrammiert, weil der ETH-Ratspräsident dauernd im Konflikt mit seinen allgemeinen Aufgaben der Gesamthochschulförderung stünde und eine gewisse Bevorzugung der beiden ETH nicht auszuschliessen wäre. Die Sorge der Hochschulkantone und der kantonalen Hochschulen ist somit verständlich. Deshalb stimmt die FDP-Fraktion ausdrücklich der Kommissionsfassung zu: Gruppenbildung ja, Personalunion nein.

In der Nebenfrage, ob der zukünftige Gruppendirektor den Titel eines Staatssekretärs tragen solle, vertritt die FDP-Fraktion mehrheitlich (mit knapper Mehrheit allerdings) die Auffassung, dass dies in der jetzigen Situation unnötig und unverhältnismässig wäre, wie dies in der Zwischenzeit vom Bundes-

rat ebenfalls erkannt wurde. Damit würde nämlich ein folgen-schweres Präjudiz für ähnlich gelagerte Fälle geschaffen. Bevor man in der Staatssekretärs-Frage in Einzelfällen vorprellt, wären eine ganzheitliche Betrachtungsweise und ein umfassendes Konzept für alle Departemente nötig.

Die FDP-Fraktion stimmt deshalb gegen die Ueberweisung der Kommissionsmotion.

M. Longet, rapporteur: Après les interventions des porte-parole des groupes, je souhaite faire quelques remarques.

Tout d'abord, à ceux qui ont dit ici que la loi sur les Ecoles polytechniques discutée en commission a eu des conséquences sur le groupement, je dirai que c'est en réalité l'inverse: en fait, c'est la création de ce groupement qui a eu, et qui aura encore des répercussions, d'ailleurs positives, dans la loi sur les Ecoles polytechniques. C'est la création de ce groupement qui nous a permis, et nous permettra – on en reparera ici en plénum dans six mois ou dans une année – de simplifier notablement les structures de direction par trop compliquées prévues par la loi sur les Ecoles polytechniques.

Au surplus, la création du groupement sera l'instrument qui permettra d'opérer le rattachement direct de l'ensemble du Domaine des Ecoles polytechniques au Département fédéral de l'intérieur, objectif poursuivi de longue date et qui sera réalisé ou légalisé, si l'on veut, dans la nouvelle loi sur les Ecoles polytechniques. Comment voulez-vous rattacher le Domaine des Ecoles polytechniques au Département de l'intérieur sinon par ce groupement? C'est donc un outil indispensable pour opérer cette simplification et cette rationalisation demandées depuis longtemps puisque maintenant, théoriquement, le domaine des écoles relève encore de l'ensemble du Conseil fédéral.

Ensuite, je voudrais dire encore à certains qui, comme M. Fierz ou, de manière beaucoup plus affinée, comme M. Berger, ont l'air de douter de la nécessité d'une coordination, que cette dernière est indispensable. Nous avons, je le répète, les structures du dix-neuvième siècle pour résoudre les problèmes du vingt et unième. Et dans un domaine aussi tourné vers l'avenir que la recherche, cela n'est plus tolérable. Nous avons dix universités en Suisse, nous ne pouvons pas faire comme si ces universités étaient indépendantes les unes des autres. Elles connaissent déjà une certaine coordination, mais c'est insuffisant et chaque fois qu'on parle ici de l'Europe on cite à nouveau le problème des diplômes, qui ne sont pas tout à fait équivalents, etc. Nous connaissons tous un certain nombre d'exemples de l'insuffisance de la coordination.

Tout le monde parle de coordination, depuis vingt ans, et maintenant on projette un instrument concret qui permettra de la réaliser. Par rapport à la position très dure et surprenante de l'UDC, je dirai que soit M. Berger ne s'est pas fait comprendre par son groupe, soit l'UDC n'a rien compris et continue à confondre fédéralisme et cantonalisme. Le cantonalisme sera le fossoyeur du fédéralisme si l'on continue ainsi. Nous, nous sommes pour un fédéralisme coopératif et nous considérons que les dix universités du pays doivent coopérer et être conçues comme une entité plus large, des priorités doivent pouvoir se réaliser sur le terrain.

Ce n'est pas un débat académique que nous avons là, c'est une étape importante en vue de concrétiser un certain nombre d'options qui figurent dans tous les discours sur l'université et sur la recherche depuis dix ou vingt ans. Dès lors, faisons preuve d'un peu de cohérence! Ce que l'on réclame aujourd'hui, on a les moyens de le réaliser. Que tous ceux qui, dans leur discours, demandent plus d'efficacité, plus d'évaluation, plus de coordination, disent oui aujourd'hui à un instrument qui permettra d'y arriver!

Mühlemann, Berichterstatte: Die Sprecher der Fraktionen haben zwei Problembereiche angeschnitten, die wir in der Kommission sehr ausführlich behandelt haben. Zum einen wurde die Frage aufgeworfen, ob nicht zuerst das ETH-Gesetz behandelt werden soll, bevor wir an die Umstrukturierung im Departement Cotti gehen. Wir sind der festen Ueberzeugung, dass die vorgesehene Umstrukturierung mit der Gruppenbildung eine notwendige Voraussetzung für Klarheit in der Ge-

staltung des ETH-Gesetzes bildet. Wenn Sie diese Gruppenbildung bejahen, wird es einfacher sein, in die schwierige Materie einzusteigen. Tun Sie das nicht, werden wir ständig vor der Frage stehen, wie das in der Koordination zuoberst im Departement aussehen soll. Es ist deswegen nur logisch, dass wir zuerst diesen Entscheid treffen und erst nachher die schwierige Gesetzesarbeit fortführen.

Der zweite, vor allem von Herrn Fierz und auch von Herrn Berger angeschnittene Punkt gilt der Frage, wieweit sich Forschungspolitik koordinieren lässt. Drei klare Forschungsziele haben wir immer unterstützt:

1. eine verstärkte Forschung im Bereiche der neuen Technologien;
2. eine verstärkte Forschung im Bereiche des Umweltschutzes;
3. eine verstärkte Forschung im Bereiche der soziologischen Veränderung unserer Gesellschaft.

Wenn Sie die Resultate hinsichtlich dieser Ziele betrachten, sind sie ganz unterschiedlich. Wir haben beachtliche Fortschritte im Bereich der Technologieforschung gemacht. In Ansätzen sind wir auch im Bereich der Umweltschutzforschung weitergekommen. Wir haben aber keinerlei Ansätze einer modernen Forschungspolitik etwa im Bereich der Andragogik (Erwachsenenbildung) oder im Bereich der Gerontologie (Förderung der älteren Menschen).

Diesen neuen Formen der Wissenschaft wird eine ganz zentrale Bedeutung zukommen. Sie können das nicht, Herr Fierz, einfach dem freien Spiel der geistigen Kräfte der Professoren überlassen. Ich empfinde hohen Respekt vor der Forschungsfreiheit. Die finanziellen Mittel, die einem Kleinstaat zur Verfügung stehen, zwingen uns zu einer arbeitsteiligen Forschungsgemeinschaft, zu einer Schwergewichtsbildung, die bis zu einem gewissen Grad koordiniert sein muss. Hier liegt die Aufgabe des Gruppenchefs.

Nach den jüngsten Zahlen von den deutschen Universitäten, die zum Teil beachtliche Leistungen aufweisen, verlegt man sich dort ebenfalls auf eine Schwergewichtsbildung. Bestimmte Universitäten werden in den Forschungsbereichen gefördert, in denen sie beachtliche Resultate aufweisen.

Wir sind nicht mehr in der Lage, uns auf der ganzen Wissenschaftsfront mit gleicher Stärke einzusetzen. Das erfordert eine Verteilung der Mittel, eine Prioritätensetzung, ohne deswegen eine Art staatliche Forschungswissenschaft mit zentraler Lenkung aufzuziehen. Wir wollen selbstverständlich den Forschern die Freiheit lassen. Es darf auch so sein, dass einer einmal etwas Unmögliches denkt und etwas Unmögliches forscht und vielleicht gerade darum zum Ziele kommt.

Ich bitte Sie, diesen Vorschlag der Gruppenbildung als eine Verbesserung unserer Forschungspolitik zu verstehen.

M. Cotti, conseiller fédéral: Bien entendu, vous vous trouvez confrontés à un problème en relation avec l'organisation d'un département et il n'est pas possible aujourd'hui d'anticiper un débat sur la politique de la science et de la recherche, débat qui aura lieu certainement plus tard. Cependant, je confirme ce que MM. Longet, Mühlemann et Mme Uchtenhagen ont affirmé à cette tribune.

Une politique de la recherche, une présence de la Confédération mieux orientée, mieux organisée et mieux dirigée vers des objectifs stratégiques est une exigence largement ressentie, du moins par tous ceux qui savent que le futur de notre économie et de ses retombées dépend de ces choix. Il est donc hors de doute que le renforcement des structures d'organisation à l'échelon du département est proposé dans le but que vous venez d'évoquer, c'est-à-dire dans celui de raffermir la stratégie de la Confédération dans ce secteur.

Face aux moyens relativement limités dont nous disposons – vous avez vécu récemment le débat sur le budget – il est nécessaire de mieux prévoir le futur. Je peux vous confirmer ce que j'ai déjà dit plusieurs fois devant la commission. Parmi les très vastes secteurs dépendant du Département fédéral de l'intérieur, celui de la science et de la recherche appartient à ceux où le manque de stratégie me paraît particulièrement frappant.

En conclusion, il faut un certain renforcement des structures qui ont pour fonction de produire des idées et d'établir une stratégie. Bien entendu, ce renforcement se révélera absolument indispensable face à la volonté tout à fait justifiée de soumettre les Ecoles polytechniques à la gestion du Département fédéral de l'intérieur et de les soustraire à cette direction assez vague et floue représentée actuellement par l'organe collégial. Cela étant, je remercie le Conseil national, ainsi que tous ceux qui sont intervenus à ce propos, pour la disponibilité qu'ils témoignent face à cette exigence organisationnelle.

Personnellement, à l'écoute en particulier des arguments développés par la commission, j'ai renoncé à l'union personnelle qui ne plaisait pas à la grande majorité de la commission. Je pense toutefois que cette structure pourrait être mise en place malgré cette union personnelle à laquelle je renonce formellement devant le plénum.

Je vous signale la prise de position du Conseil fédéral en ce qui concerne la motion. Il apprécie le souci de souligner l'importance du groupement de la science et de la recherche en accordant à son directeur le titre de secrétaire d'Etat, afin d'atteindre notamment un effet de synergie dans les rapports avec l'étranger. Il estime toutefois prématuré de compléter l'article 64, alinéa 2, de la loi sur l'organisation de l'administration pour un cas isolé. La désignation de secrétaire d'Etat figure dans le chapitre des mesures visant à décharger le Conseil fédéral. On procède depuis quelque temps à un examen complet du sujet.

Conformément à sa réponse à la motion du groupe radical-démocratique du 26 septembre 1984 et à celle donnée aux interventions Pini et Masoni, plus anciennes, le Conseil fédéral est parvenu à la conclusion que l'extension du cercle des secrétaires d'Etat ne constituait pas la seule solution permettant de le décharger. En outre, cette extension soulève des questions politiques qui nécessitent un nouvel examen. Il convient de décharger notre exécutif dans d'autres domaines aussi. Le titre de secrétaire d'Etat pourrait tout au plus être attribué de cas en cas, lorsqu'il s'agit de représenter un chef de département à l'étranger.

Le Conseil fédéral vous invite donc à transformer la motion en postulat.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress

*Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates*

Titre et préambule

*Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil des Etats*

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Die Bildung einer Gruppe für Wissenschaft und Forschung im Eidgenössischen Departement des Innern wird unter der Bedingung genehmigt, dass der Gruppendirektor in keinem Organ einer eidgenössischen oder kantonalen Hochschule leitend tätig sein wird.

Art. 1

Proposition de la commission

La création d'un groupement de la science et de la recherche au Département fédéral de l'intérieur est acceptée sous condition que le directeur du groupement n'ait aucune fonction directrice au sein d'une haute Ecole cantonale ou fédérale.

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2

Der Bundesrat bestimmt das Inkrafttreten.

Art. 2

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2

Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 123 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Motion der Kommission für Wissenschaft und Forschung Staatssekretär im EDI

Motion de la commission de la science et de la recherche Secrétaire d'Etat au DFI

Wortlaut der Motion vom 23. Oktober 1989

Der Bundesrat wird beauftragt, die notwendigen Massnahmen zu treffen, damit der Direktor der Gruppe für Wissenschaft und Forschung den Titel eines Staatssekretärs tragen kann – unabhängig davon, ob weitere Staatssekretärposten geschaffen werden.

Texte de la motion du 23 octobre 1989

Le Conseil fédéral est chargé de prendre les mesures nécessaires pour que le directeur du groupement de la science et de la recherche puisse porter le titre de secrétaire d'Etat, ceci indépendamment de la création d'autres postes de secrétaires d'Etat.

Eventualantrag Loeb

(falls Ablehnung der Motion)

Die Motion der Kommission ist als Postulat zu überweisen.

Proposition subsidiaire Loeb

(en cas de rejet de la motion)

Adopter la motion de la commission sous forme de postulat.

Bonny: Ich habe vorhin der Vorlage zugestimmt. Nun finde ich, dass die Motion als Postulat überwiesen werden sollte. Die Kommissionsreferenten, insbesondere der deutschsprachende Referent, haben die Argumente dafür geliefert. Woran ich mich vor allem stosse, ist der Schluss dieser Motion, wo es heisst, dass die Verleihung des Titels Staatssekretär unabhängig davon erfolgen sollte, ob weitere Staatssekretärposten geschaffen werden. Ich glaube, hier liegt der Hund begraben.

Es wurde ja von beiden Referenten darauf hingewiesen, dass sich mit Bezug beispielsweise auf die Entwicklung bei der europäischen Integration nun gewisse Probleme, die unbestritten sind, stellen. Ich bestreite auch nicht, dass sich solche Probleme im Bereich von Wissenschaft und Forschung ebenfalls stellen. Aber man sollte sie in einem Gesamtzusammenhang lösen. Die Frage des Staatssekretärs ist sicher eine sehr wichtige Frage im Zusammenhang mit der Organisation der Verwaltung – gleichsam mit einem Hüftschuss – einen bestimmten Bereich.

Hier gilt es aufzupassen. Wenn Sie schon diesem Gruppenchef den Titel des Staatssekretärs geben wollen, ist nicht einzusehen, warum wir nicht in anderen Bereichen, die ebenfalls sehr stark von der europäischen Integration betroffen sind, gleich vorgehen und z. B. dem Chef des Amtes für Umweltschutz den Titel eines Staatssekretärs geben sollten. Diese Beispiele liessen sich noch vermehren.

Deshalb begreife ich – habe ich das recht verstanden, Herr

Bundesrat Cotti? –, dass der Bundesrat an sich diesem Vorstoss gewogen ist, aber doch zu einer gewissen Vorsicht mahnt. Ich bitte Sie also, diesen Vorstoss nicht als Motion, sondern als Postulat zu überweisen.

Es kommt noch eines dazu, das ich auch erwähnen möchte: Wir haben ja zwei Staatssekretäre, Herrn Blankart, den Vorsteher des Bawi, und Herrn Jacobi im EDA. Es ist auch wichtig, dass wir jetzt, wo diese beiden Herren sehr heikle Missionen an der Front im Ausland erfüllen, nicht Manöver einleiten, die vom Ausland als eine gewisse Abwertung ihrer Position interpretiert werden könnten.

M. Ziegler: C'est un moment important de notre débat. D'abord nous ne parlons presque jamais dans cette salle d'université et de recherche et ce matin nous avons l'occasion, enfin, de faire quelque chose de sérieux pour la coordination de la recherche en Suisse. C'est-à-dire de donner le mandat impératif au Conseil fédéral de créer un secrétariat d'Etat à la recherche et aux universités, soit un poste de sous-ministre qui, enfin, s'occupera de l'université en Suisse. Il faut accepter la motion; le postulat, lui, ne sert à rien.

M. Cotti est arrivé comme Rambo dans le paysage universitaire. Tout le monde a peur de lui, on l'a bien senti ce matin. Il traumatise les conseillers d'Etat chargés de l'instruction publique, il traumatise les recteurs suisses – peut-être pas M. Guinand, mais la plupart d'entre eux. Et quand il a soumis cet arrêlé tout le monde a dit: «M. Ursprung va devenir à la fois chef de l'Ecole polytechnique et chef du Groupement terreur, enfin il y aura une organisation cohérente». M. Cotti a déjà fait un petit pas en arrière puisqu'il a retiré M. Ursprung de l'union personnelle.

Cependant, je voudrais dire ici à M. Cotti qu'il viole allégrement le fédéralisme: allez-y, allez-y, ne tenez plus compte de ce bavardage fédéraliste en matière d'université! Depuis plus de vingt ans, cette Conférence universitaire essaie en vain de coordonner les universités, elle n'arrive à rien. Il n'y a pas de troisième cycle en sciences sociales en Suisse romande, il n'y a pas de libre passage des étudiants entre les universités suisses, il n'y a pas d'équivalence des titres de professeurs et d'enseignants dans notre minuscule pays.

La Conférence universitaire suisse a lamentablement échoué et cela après vingt ans de vaines paroles. Et cet état de fait est très dangereux pour nous professeurs, pour nous universitaires, aujourd'hui, à la veille de l'intégration européenne, à la veille de la réalité de l'Europe que la Suisse va rejoindre d'une façon ou d'une autre. Devant l'échec total d'une solution fédéraliste, devant l'incapacité totale des différents conseillers d'Etat à se mettre d'accord, notre seul espoir c'est l'université fédérale.

Cette université fédérale nous la voulons. Ces troisièmes cycles à intégrer au niveau suisse, nous les voulons, cette équivalence des titres, nous la voulons, ce libre passage des étudiants, nous le voulons et surtout et aussi, le statut fédéral du chercheur, nous le voulons. Ce lamentable tâtonnement du Fonds national, soit une petite bourse par-ci, un petit crédit de recherche par-là, ne résout en rien le problème de la relève scientifique. Mes assistants doivent partir après cinq ans et même avant la soutenance de leur thèse.

En ce qui concerne l'université, la situation est la même partout: il n'y a pas de centre national de recherche scientifique en Suisse, alors qu'en France et partout ailleurs il en existe. Ainsi, la carrière de chercheur est impossible en dehors du cadre de l'industrie, dans notre pays. M. Mühlemann peut toujours déclarer: «Ah, on a un déficit de connaissances fondamentales en matière de mutations sociales, de superstructures, d'infrastructures»; cela, c'est un discours de pasteur, c'est de la gymnastique dans le ciel bleu. Ce qu'il nous faut, c'est l'établissement d'un statut fédéral de chercheur, c'est le CNRS suisse. J'espère que M. Cotti aura le courage de réaliser ce CNRS en dépit de l'opposition – vive et manifeste certainement – des universités cantonales qui – encore une fois – sont incapables de se regrouper et de se coordonner.

Dans le cas contraire, nous allons vers la catastrophe dans une Europe qui n'attend strictement rien de la Suisse, si nous n'arrivons pas à nous présenter avec une université tendant à

la fédéralisation, avec un groupement de recherche dirigé par quelqu'un ayant les capacités non seulement de négocier à l'extérieur, en tant que secrétaire d'Etat, mais également les capacités et la volonté d'imposer la volonté fédérale de coordination aux universités cantonales. Autrement, je ne donnerais pas cher de l'université et de la recherche en Suisse. Or, c'est notre richesse, c'est la richesse de notre peuple, de notre jeunesse et si nous laissons se développer l'anémie, si nous accélérons la lente agonie de la recherche et de l'université en Suisse qui, autrefois, étaient la gloire de notre pays, nous commettrions envers lui une très mauvaise action.

Je vous prie d'accepter cette motion en la considérant comme un premier pas; je vous invite également à créer un poste de sous-ministre des universités et de la recherche et j'encourage encore une fois M. Cotti à coordonner énergiquement, courageusement, sans écouter les diverses protestations, les universités attachées à un fédéralisme totalement dépassé.

Loeb: Forschung und Entwicklung sind für die Zukunft unseres Landes von solcher Bedeutung, dass der Gruppendirektor sicherlich den Titel eines Staatssekretärs haben sollte, um so mehr, wenn er im Ausland zu verhandeln hat.

Ich habe Ihnen einen Eventualantrag gestellt, damit wir für den Fall, dass die Motion abgelehnt würde, wenigstens das Postulat überweisen würden; damit wäre dann noch etwas vorhanden.

Ich möchte Sie aber bitten, die Motion zu überweisen.

Frau Uchtenhagen: Ich möchte Sie ebenfalls bitten, die Motion zu überweisen.

Herr Bonny hat eine ganze Anzahl Beispiele aufgeführt, wo man auch Staatssekretärtitel verleihen könnte. Da kann ich nur eines tun: zustimmen. Man sollte tatsächlich all jenen Direktoren, die ständig im Ausland verhandeln müssen – sei das im Verkehrsbereich, sei das im Bereich Umweltschutz oder in anderen Bereichen –, den Titel Staatssekretär geben.

Wir haben nur folgende Wahl: Entweder reisen unsere sieben Bundesräte ständig in der Welt herum und sind nicht hier, oder wir schicken Leute, die eine gewisse Position haben und die auch verhandeln können. Wir haben genau die gleichen Aufgaben wie ein grosser Staat. Aber auch Kleinststaaten haben heute zwanzig, dreissig und noch mehr Minister und erst noch eine Anzahl Staatssekretäre.

Unsere Bundesräte behaupten nach wie vor, mit sieben kämen wir durch. Aber es ist doch nicht zu übersehen, dass der Bundesrat genauso überfordert ist wie wir. Wir versuchen mit Strukturen aus dem 19. Jahrhundert die Probleme des 20. und 21. Jahrhunderts zu bewältigen; das wird nicht gehen. Auch dieses Parlament wird so auf die Dauer nicht weiterfunktionieren können. Auch der Bundesrat wird sich reorganisieren müssen. Sieben Männer, sie mögen noch so gut sein, sie mögen Supermänner sein – und das sind sie sicher nicht alle, genau wie wir auch nicht alle Supermänner und Superfrauen sind –, können diese Arbeit nicht mehr bewältigen. Sie müssen delegieren. Und um delegieren zu können, braucht es unter Umständen eben im Ausland den Titel Staatssekretär.

Unterstützen Sie bitte die Motion.

Fierz: Nur ganz kurz: Herr Bonny verlangt ein Gesamtkonzept. Sie wissen, das werden wir im Jahr 2000 noch nicht haben. Das ist immer so gewesen mit Gesamtkonzepten.

Herr Cotti möchte jetzt endlich die Forschungs- und Wissenschaftspolitik an die Hand nehmen. Wir sind alle einverstanden, gratulieren ihm, er sei der erste, und dann stellt man einen Antrag, ihm die Mittel, die er braucht, nicht zu geben. Er braucht sie aber.

Wir haben ihm schon bei der Gruppenbildung an der Personalunion herumgekrüttelt, die eigentlich in seiner Kompetenz liegt. Ich finde, wir sollten jetzt wenigstens diese Motion überweisen, damit er handeln kann. Alles andere blockiert den ganzen Prozess wieder.

M. Guinand: Très brièvement, après les déclarations de M. Ziegler, je me sens obligé de rectifier quelque peu l'image qu'il nous donnait de la recherche et de l'enseignement suisses. A

l'entendre, ce qui se fait dans les universités, en particulier dans le domaine de la recherche, est une catastrophe; nous connaissons un système de faiblesse et sommes en train de perdre notre réputation. Je pense que c'est faux. Beaucoup de choses se font dans nos universités et spécialement du point de vue de la recherche. La coordination, en particulier en Suisse romande, existe et a fait ses preuves. Je ne voudrais donc pas que que l'on ait l'impression ici d'une université et d'un système de recherche en Suisse qui auraient fait faillite. Au contraire, la diversité de nos enseignements et de nos recherches dans les différentes régions de notre pays est extrêmement importante et je regretterais, pour ma part, qu'avec des mesures centralisatrices on ait finalement plus que de grandes universités et que l'on perde les avantages que représentent les petites universités.

En revanche; nous sommes parfaitement d'accord – et je crois pouvoir dire que j'ai oeuvré dans ce sens – que la coordination doit être meilleure. Elle est insuffisante car elle a effectivement, dans un certain nombre de domaines, montré les limites de nos possibilités. Il nous faut aujourd'hui tout entreprendre pour faire en sorte que la Suisse puisse parler d'une seule voix dans les négociations que nous aurons avec un certain nombre d'organes européens. C'est dans ce sens que la motion est présentée, puisqu'elle souhaite que le directeur du groupement puisse, dans les relations avec l'étranger, bénéficier d'un poids qu'aujourd'hui la Suisse ne peut pas toujours avoir.

Seiler Rolf: Nachdem hier zum Titel Staatssekretär eine grosse Debatte über die Form der Ueberweisung (als Motion, als Postulat oder gar nicht) geführt wird, möchte ich nur noch einmal ganz deutlich die Position der CVP-Fraktion erklären: Sie wird für die Motion stimmen, und zwar aus Ueberzeugung. Der Fraktionssprecher der FDP hat eigentlich drei Gründe angeführt, warum der Antrag nicht als Motion überwiesen werden soll. In der gegenwärtigen Situation sei die Verleihung des Staatssekretärstitels unverhältnismässig. Ich vermag nicht zu erkennen, was hier unverhältnismässig sein soll. Im Gegenteil, wir sollten uns endlich den Verhältnissen anpassen, die sich immer schneller entwickeln. Ein Präjudiz für andere Bereiche soll es sein. Wenn es das ist, ist das gut so. Schliesslich verlangen Sie ein einheitliches Konzept in bezug auf den Titel Staatssekretär. Wir wissen ja, was passiert, wenn wir Konzepte verlangen. Dann werden wir auch im Jahre 2000 noch kein gültiges Konzept haben. Das wird dann hin und her geschoben, und jedes Departement, das keinen Staatssekretär bekommt, wird am Schluss dagegen sein.

Herrn Bonny hat vor allem der letzte Satz der Motion gestört: «...unabhängig davon, ob weitere Staatssekretärposten geschaffen werden.» Das haben wir in der Kommission ganz bewusst so formuliert, weil wir damit den Willen dokumentieren wollen, dass wir für das Gebiet der Wissenschaft und Forschung den Titel des Staatssekretärs dringend brauchen, damit dieser Mann oder diese Frau – wer immer es auch sei – einmal im Ausland auch etwas repräsentiert.

Manchmal wäre es gut, wenn wir vielleicht etwas mehr ins Ausland schauen und dort gewisse Anleihen machen würden. Dann müssten wir feststellen, dass unsere Leute mit dem einfachen Direktorentitel im Ausland unsere Politik verkaufen müssen. Machen wir hier einen Schritt nach vorne! Verleihen wir dem Gruppendirektor für Wissenschaft und Forschung den Titel des Staatssekretärs, und tun wir endlich etwas weniger «bünzlig»!

Bonny: Die Diskussion, die stattgefunden hat, hatte eigentlich nur noch zum Teil mit dem Votum zu tun, das ich abgegeben habe. Ich habe mit keinem Wort ein Gesamtkonzept über die Staatssekretäre verlangt, wie das Herr Fierz und Herr Rolf Seiler erwähnt haben. Ich habe nur gesagt, man soll dieses wichtige Geschäft nicht punktuell betrachten. Dass man es punktuell betrachtet, geht ja aus dem unmöglichen Wortlaut der Motion hervor: «... unabhängig davon, ob weitere Staatssekretärposten geschaffen werden.» Dort ist der schwache Punkt, nachdem ja in den Begründungen der Referenten genau auf diese Gesamtsicht hingewiesen wurde. Das ist nicht eine Frage für das Jahr 2000 oder 2010.

Zweitens möchte ich jetzt doch noch von Herrn Bundesrat Cotti – er war in diesem Punkt nicht so klar, vielleicht habe ich auch nicht ganz gut aufgepasst – wissen: Wie stellt sich der Bundesrat zu dieser Motion? Bejaht er sie, oder findet er, es sei besser, dass sie in ein Postulat umgewandelt wird, oder lehnt er beides ab? Ich möchte hier noch eine klare Auskunft.

M. Longet, rapporteur: J'aimerais rappeler ici que nous sommes partis en commission d'une approche tout à fait pragmatique. Nous avons constaté qu'un besoin existait, que ce besoin était urgent et que la motion pouvait être une réponse à ce même besoin.

Quand M. Bonny nous dit que le problème majeur de la motion réside justement dans la phrase qu'il cite, je lui répondrai qu'au contraire c'est la phrase-clé qui justifie notre démarche. Nous voulons attribuer le titre de secrétaire d'Etat au directeur du groupement envisagé, indépendamment du débat général qui ne porte pas nécessairement sur le fait de distribuer de nouveaux titres mais qui est un débat général sur la création de postes. Il faut distinguer les deux choses.

En l'occurrence, nous voulons donner un titre à quelqu'un quand il en a besoin. Cela n'a rien à voir avec le fait de créer des postes de sous-ministres ici ou là, c'est tout à fait indépendant de cela. Donc, si vous nous obligez à faire tout un débat général sur le fonctionnement du Conseil fédéral, sur les institutions, sur une révision de la constitution, effectivement, en l'an 2000, on en sera encore au même point et la Suisse n'aura toujours pas les moyens d'être présente efficacement à l'extérieur. C'est de cela qu'il s'agit: voulons-nous nous donner ou non les moyens d'être présent efficacement à l'étranger? Finalement, voulons-nous donner au directeur du groupement le droit d'avoir un titre qui corresponde à sa situation hiérarchique quand il rencontre des personnes qui ont le même rang à l'étranger? Doit-il constamment s'expliquer pour dire qu'en fait il est au même niveau que ses interlocuteurs, même s'il n'en porte pas le titre? Cela ne doit-il pas découler logiquement de la carte de visite que nous lui donnerions aujourd'hui?

Ne pas suivre la motion, c'est vraiment se refuser les moyens d'être efficace. C'est une attitude à court terme, une attitude pusillanime, ce n'est pas une attitude à la hauteur des problèmes que nous avons à résoudre. Nous savons tous ici au Parlement ce que signifie le choix entre une motion et un postulat. La motion donne le ton politique, elle indique une volonté et, de plus, elle se justifie juridiquement puisqu'il s'agit de modifier l'article 64, alinéa 2 de la loi sur l'organisation. Un message du Conseil fédéral est par conséquent nécessaire, ce qui, d'ailleurs, nous permettrait de reprendre une partie de la discussion pour ceux qui souhaiteraient l'approfondir.

Par contre, le postulat sert à rouvrir tout grand un tiroir dans lequel la bonne idée ou la bonne intention va immédiatement être oubliée. Combien de postulats avons-nous déjà renvoyés dans le domaine de la science et de la recherche, qui demandaient des réorganisations, des restructurations, des enquêtes, des expertises? Et que s'est-il passé? La pratique le montre, il faut des moyens autres que le postulat. Donc, quand on a le choix entre postulat et motion, il faut, si l'on veut changer quelque chose, opter pour la motion.

Puisque certains ont posé la question, je dirais, au risque de décevoir M. Ziegler, que le titre de secrétaire d'Etat ne changera rien aux compétences du directeur. Celles-ci résultent du message qui nous a été remis et du débat que nous avons eu tout à l'heure. Nous lui avons donné une mission. Qu'il ait le titre de secrétaire d'Etat ou pas ne changera rien à sa force de frappe à l'intérieur, et cela lui permettra d'être plus efficace à l'extérieur.

Puisque M. Ziegler, représentant des sciences sociales, s'est prononcé à cet égard, je lui dirai que c'est aussi parce que les sciences sociales craignent que le cumul des fonctions de directeur du groupement et de président des Ecoles polytechniques confère un poids excessif aux sciences exactes par rapport aux sciences humaines et sociales, que nous avons voulu la séparation des fonctions. Nous estimions qu'il était dangereux que les sciences humaines, ou même les sciences fondamentales de manière générale, soient mises sous le

boisseau d'une coordination qui aurait trop exclusivement à l'esprit la promotion technologique.

C'est donc en réalité dans le sens d'un équilibre entre les différents secteurs de la recherche que nous avons procédé à la séparation entre la fonction de directeur et celle de président, séparation qui sera légalisée dans l'arrêté.

Voilà les éléments que je voulais vous donner en réponse, en vous engageant très vivement à poursuivre sur l'élan que vous avez donné en votant l'arrêté. Ne coupez pas les ailes à cet élan en prenant timidement la voie du postulat, mais donnons-nous les moyens de notre politique et votons la motion!

Mühlemann, Berichterstatter: Herr Ziegler hat natürlich recht, wenn er hier deutlich darauf hinweist, dass für einmal der Rat sich mit dem wichtigen Thema der Wissenschafts- und Forschungspolitik auseinandersetzen sollte. Wir machen hier Investitionen, die für die Zukunft wesentlich sind. Es geht hier nicht um Spesen und Ausgaben, sondern um eine Gestaltung der geistigen Zukunft unseres Landes.

Wenn er als eine Art «pastoraler Rambo» übertreibt und so etwas wie einen eidgenössischen Wissenschaftsminister fordert, dann müssen wir natürlich darauf hinweisen, dass auch der Föderalismus immer noch seine Stärken hat. Der Föderalismus ist die Quelle unserer Kreativität. Der Wettbewerb unter den Kantonen hat uns in vielem weitergebracht. Er hat uns – das gebe ich Ihnen gerne zu – in vielem auch gebremst. Wir möchten Sie aber bitten, diese Motion ernst zu nehmen.

Herr Bonny hat recht. Wir hätten auch von der Kommission aus gewünscht, dass der Bundesrat in einer Gesamtbeurteilung dieses Problem angegangen wäre. Er geht es wahrscheinlich auch an. Herr Bundesrat Cotti wird darüber noch Auskunft geben.

Wir stehen auch hier wieder vor der Frage, ob wir mit den führungsmässigen Instrumenten von gestern die Probleme von morgen bewältigen können. Das, was wir bei der Bundespolizei besprochen haben, wiederholt sich im Grunde genommen natürlich hier. Was wir Herrn Bundesrat Koller an neuen Aufgaben aufgebürdet haben, sprengt das Mass dessen, was ein einzelner Bundesrat ausführen kann.

Es gilt dasselbe für das Mammutdepartement von Herrn Bundesrat Cotti. Wir können nicht erwarten, dass dieser Bundesrat an allen Ecken der Welt präsent sein kann, um tatsächlich unsere Anliegen im internationalen Bereich durchzubringen. Für die nationale Ebene, für die Koordination innerhalb der Schweiz, brauchen wir keinen Staatssekretär. Aber wenn Sie daran denken, dass es jetzt internationale Forschungsinstitute gibt, wie etwa das «Institut Laue et Langevin» in Grenoble, das zunehmend bedeutsamer wird, für das wir Kredite gesprochen haben, an dem wir zwei Forschungsplätze zur Verfügung haben, die nicht definitiv besetzt sind: dann brauchen wir hier einen Vertreter von Herrn Cotti, der im Ausland kämpfen kann. Herr Hochstrasser hat zweimal lebenswürdige Besuche in Grenoble gemacht. Er hat damit wenig bewirkt. Er war einer der unbekanntesten Schweizer, die zu Besuch waren. Wir brauchen Menschen, die ausgestattet sind mit der Legitimation des Staates und des Bundesrates, um sich durchzusetzen.

Ich darf als zweites Beispiel das schon erwähnte Telekommunikationsprojekt «Race» erwähnen, das europäisch eingebaut ist. Wir werden die Universitätsspitaler von Basel und Genf verbinden mit Mitschauanlagen, die nicht nur den Austausch von Röntgenbildern erlauben, die auch Mitschäumöglichkeiten bei schwierigen Operationen bieten. Wir hätten den grössten Wunsch, dass auch das Universitätsspital Zürich angeschlossen würde – das entscheidet aber nicht der Bundesrat, das entscheidet nicht die PTT-Generaldirektion, das entscheidet eine internationale Konferenz an einem europäischen Hof, an dem die Nachfolger von Louis XIV regieren. Es braucht dazu Leute, die ausgestattet sind mit einem bestimmten äusserlichen Titel, der eine gewisse Rolle spielt. Das ist der Grund, warum die Kommission einstimmig und relativ deutlich für diese Motion eintritt, im Sinne einer Eisbrechermotion, die dem Bundesrat erlauben soll, uns Vorschläge zu machen, in Abänderung des Organisationsgesetzes für den Bundesrat und für die eidgenössische Verwaltung. Dieses Gesetz

stammt vom 19. September 1978 und ist veränderungswürdig.

Ich bitte Sie, mit der Kommission der Motion zuzustimmen.

M. Cotti, conseiller fédéral: M. Bonny n'a pas tout à fait compris la position du Conseil fédéral, qui était pourtant très claire, soit de demander la transmission sous forme de postulat.

Monsieur Ziegler, vos paroles me contraignent à vous donner une petite réponse. Les exigences de coordination existent sans aucun doute et l'approche européenne nous portera encore davantage vers ces exigences. Or, et vous ne l'ignorez pas, ce secteur est de la compétence des cantons. J'ai d'ailleurs relevé à maintes reprises qu'une des responsabilités essentielles des cantons est de réussir – ce qui n'était probablement pas nécessaire il y a vingt ou trente ans – à trouver une entente entre eux et entre leurs universités. Il s'agit là bien entendu d'un formidable défi pour les cantons.

Abstimmung – Vote

Für Ueberweisung als Motion	86 Stimmen
Für Ueberweisung als Postulat	49 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

89.065

Panorama der Schweizer Geschichte Panorama de l'histoire suisse

Botschaft und Beschlussentwurf vom 6. September 1989 (BBI III, 857)
Message et projet d'arrêté du 6 septembre 1989 (FF III, 817)

Beschluss des Ständerates vom 12. Dezember 1989
Décision du Conseil des Etats du 12 décembre 1989

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

Widrig, Berichterstatter: Das «Panorama der Schweizer Geschichte» im Zeughaus Schwyz wurde ja bereits in der Botschaft über die Feierlichkeiten 700 Jahre Eidgenossenschaft vom Juni 1988 angekündigt. Zusammen mit dem «Weg der Schweiz» waren es jene zwei Projekte, die im abgelehnten CH-91-Konzept als unbestritten galten. Es wurde deshalb in der Folge von der Groupe de réflexion von Professor Allematt übernommen.

Das Panorama der Schweizer Geschichte passt in die schweizerische Museumspolitik. Mit dem neuen Museumsleitbild wird dezentralen Aktivitäten mehr Raum gewährt. Der Hauptsitz des Landesmuseums in Zürich wird durch Zweig- und Aussenstellen ergänzt. Eine Zweigstelle, Beispiel Prangins, ist anderen Sprachregionen vorbehalten und hat eine eigene Infrastruktur. Die Aussenstellen wie Wildegg, Gandria oder neu Schwyz sind stärker vom Hauptsitz Zürich abhängig.

Die Darstellungen in Schwyz konzentrieren sich auf das 13. bis 18. Jahrhundert. Mit Recht werden Sie auf die Gefahr der Oberflächlichkeiten hinweisen, wenn rund 700 Jahre Geschichte auf 1000 Quadratmeter Fläche dargestellt werden. Dem wird dadurch begegnet, dass sich die Ausstellung auf drei Themen konzentriert: «Die Alpen als Wirtschafts- und Mentalitätsraum» im Dachgeschoss; dann werden im ersten Obergeschoss mit dem Thema «Der Schweizer und die Schweizerin» Gegenstände in ihren Beziehungen zu den Menschen gezeigt; «Geschichte der Geschichte» heisst der Teil im Erdgeschoss, wo eine didaktisch orientierte Darstellung der schweizerischen Geschichtsschreibung im Mittelpunkt steht, wobei natürlich auch die sogenannten «neuen» Kantone mitein-